

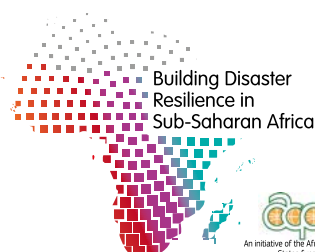


Programme de renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne :

# RÉSULTAT 5

Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique

Rapport d'activité  
2016 –2017



*Mis en œuvre par:*



**GFDRR**  
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery



**WORLD BANK GROUP**

© Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement Banque mondiale - 1818 H Street, N.W., Washington, D.C., 20433, U.S.A. Tous droits réservés.

Ce rapport a été rédigé pour l'initiative du Financement des risques de catastrophes en Afrique (« ADRF » - Africa Disaster Risk Financing), une initiative du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), financée par l'Union européenne (UE) et mise en œuvre par la Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR) et la Banque mondiale, dans le cadre du programme élargi de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne.

Bien que tous les efforts raisonnables aient été pris pour présenter des informations précises dans ce rapport, les constats, interprétations et conclusions exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues de l'ACP, de l'Union européenne ou de la Banque mondiale/GFDRR, ni ne garantissent l'exactitude des données. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur toute carte dans ce travail n'impliquent aucun jugement de la part de l'ACP, de l'Union européenne ou de la Banque mondiale/GFDRR quant au statut juridique de tout territoire ou l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

Le texte dans cette publication peut être reproduit en tout ou en partie et sous quelque forme à des fins éducatives ou à but non lucratif, sans permission spéciale pour autant que l'indication de la source soit faite. Le Secrétariat de la GFDRR serait heureux de recevoir une copie de toute publication qui utilise ce rapport comme une source. Des copies peuvent être envoyées au Secrétariat de la GFDRR à l'adresse sur la couverture arrière. Aucune utilisation de cette publication ne peut être prévue pour la revente ou à d'autres fins commerciales sans autorisation écrite préalable du Secrétariat de la GFDRR. Toutes les images restent la propriété exclusive de la source et ne peuvent servir à aucun but sans la permission écrite de la source.

Notes : Les contributions financières et les dépenses déclarées sont consignées jusqu'au 30 juin 2017 ; tous les montants sont en dollars américains (\$), sauf indication contraire.





# INITIATIVE DE FINANCEMENT DES RISQUES DE CATASTROPHES EN AFRIQUE

Rapport d'activité 2016-2017



Marché à Junja, Ouganda  
Crédit photo: Shutterstock

Ce rapport d'activité fait la synthèse des activités du Résultat 5, connu également sous le nom de l'initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique, appelée « ADRF » (Africa Disaster Risk Financing) ou « l'Initiative ADRF », entre le 1<sup>er</sup> juillet 2016 et le 30 juin 2017. Ce rapport donne un aperçu des activités accomplies jusqu'à cette date, tout en relevant les priorités et les enjeux à venir.

L'Initiative ADRF a été officiellement lancée le 17 novembre 2015 lors de la conférence Comprendre les risques et la finance (URF).<sup>1</sup> Elle vise à fournir aux pays africains des mécanismes novateurs de financement des risques, susceptibles de réduire considérablement les pertes subies en cas de catastrophe, d'accélérer le relèvement et de renforcer la résilience face aux aléas naturels. L'Initiative ADRF a déjà produit des résultats concrets en aidant des États dans leurs efforts de renforcement des capacités nécessaires pour concevoir et adopter des stratégies de financement multirisques aux niveaux régional, national et local.



<sup>1</sup> La Conférence URF a été financée par l'Initiative ADRF et a été organisée à Addis-Abeba du 17 au 20 novembre 2015. Pour plus d'informations, voir les liens vers :

La page URF : <https://understandrisk.org/event/understanding-risk-finance-conference/>

Documents de la conférence : <http://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/URF%20Proceedings.pdf>.

# SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique
ADRF	Financement des risques de catastrophes en Afrique
ARC	African Risk Capacity (Capacité africaine de gestion des risques)
BAD	Banque africaine de développement
CaT-DO	Catastrophe Deferred Drawdown Option (Option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes)
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CER	Communautés économiques régionales
COI	Commission de l'océan Indien
CPP	Comité de pilotage du Programme
CUA	Commission de l'Union africaine
DFID	Department for International Development (Département britannique pour le développement international)
DPL	Development Policy Loan (Prêt à l'appui de politiques de développement)
DRFIP	Disaster Risk Financing and Insurance Program (Programme de financement et d'assurance des risques de catastrophes)
FED	Fonds européen de développement
GFDRR	Global Facility for Disaster Reduction and Recovery (Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement)
GRC	Gestion des risques de catastrophes
HFA	Hyogo Framework for Action (Cadre d'action de Hyogo)
IDA	International Development Association (of the World Bank Group) (Association internationale de développement du Groupe de la Banque mondiale)
IGAD	Inter-Governmental Authority on Development (Autorité intergouvernementale pour le développement)
MASDAP	Malawi Spatial Data Platform (Plate-forme de données spatiales du Malawi)
MRI	Mécanisme de réponse immédiate
NDRMC	Ethiopia National Disaster Risk Management Commission (Commission nationale éthiopienne de gestion des risques de catastrophes)
NECOC	Uganda National Emergency Coordination and Operations Center (Centre national ougandais de coordination et des opérations d'urgence)
NUSAD3	Northern Uganda Social Action Fund Phase 3 (Fonds d'action sociale du nord de l'Ouganda - Phase 3)
OpenDRI	Open Data for Resilience Initiative (Initiative pour le libre accès aux données pour la résilience)
PADRE	Platform for Assessment of Disaster Risk and Environment (Plate-forme pour l'évaluation des risques de catastrophes et de l'environnement)
PAM	Programme alimentaire mondial
PSNP	Ethiopia Productive Safety Net Program (Programme de filet de sécurité sociale productif de l'Éthiopie)
RASOR	Rapid Analysis and Spatialisation of Risk (Analyse rapide et spatialisation des risques)
SADC	Southern African Development Community (Communauté de développement d'Afrique australe)
SDA	Kenya State Department of Agriculture (Département d'État kenyan de l'Agriculture)
SDL	Kenya State Department of Livestock ((Département d'État kenyan de l'Élevage)
SFDRR	Sendai Framework for Disaster Risk Reduction (Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes)
SIDA	Swedish International Development Cooperation Agency (Agence suédoise de coopération internationale au développement)
SWIO RAFI	South West Indian Ocean Risk Assessment and Financing Initiative (Initiative d'évaluation et de financement des risques dans le sud-ouest de l'océan Indien)
UE	Union Européenne
UNISDR	United Nations International Strategy for Disaster Reduction (Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes)
URF	Understanding Risk and Finance Conference (Conférence Comprendre les risques et la finance (URF))

# TABLE DES MATIÈRES

<b>1. Introduction</b>	<b>05</b>
<b>2. À propos de l'initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique</b>	<b>06</b>
<b>3. Faits saillants</b>	<b>08</b>
<b>4. Vue d'ensemble des activités</b>	<b>09</b>
4.1. Composante A: Création de l'environnement de données propice au financement des risques	09
4.2. Composante B: Soutien aux pays dans l'élaboration de stratégies de financement des risques	12
4.3. Composante C: Facilitation d'initiatives régionales de financement des risques et de partage des connaissances	25
<b>5. Gouvernances</b>	<b>27</b>
<b>Annexe</b>	
Annexe: Communications et supports de visibilité	29
<b>Encadré</b>	
Encadré 1: Analyses des risques de cyclones et d'inondations au Mozambique et au Cap-Vert	11
Encadré 2: Point de mire sur l'élaboration de stratégies de financement des risques de catastrophes au Mozambique	24
Encadré 3: Point de mire sur l'Initiative d'évolution et de financement des risques dans le sud-ouest de l'océan Indien (SWIO RAFI)	26
<b>Tableau</b>	
Tableau 1: Résumé des domaines prioritaires de soutien demandés par les pays	14

# 1. INTRODUCTION

L'Afrique subsaharienne est confrontée à des catastrophes naturelles fréquentes qui entravent le développement de la région. Les effets de ces catastrophes se ressentent dans de nombreux secteurs de l'économie et dans toutes les facettes de la société. Les catastrophes naturelles ont tendance à affecter de manière disproportionnée les ménages à faible revenu, qui sont les plus vulnérables. Il est donc essentiel d'investir dans la prévention des risques de catastrophes afin d'éviter de faire reculer les gains réalisés en matière de développement et de réduction de la pauvreté. L'élaboration de solutions de financement des risques doit s'accompagner d'investissements à long terme dans le renforcement des capacités des gouvernements à faire face aux impacts de catastrophes.

En tant que nouveau domaine d'action dans les pays d'Afrique subsaharienne, le financement des risques de catastrophes peut potentiellement contribuer à assurer un développement durable et résilient pour la région. S'inscrivant dans le cadre du programme des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)-Union européenne (UE) de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne, l'Initiative ADRF a pour objectif de renforcer les capacités des gouvernements africains à concevoir et à mettre en œuvre des politiques, des instruments et des stratégies de financement des risques aux niveaux régional, national et local.

Pour atteindre cet objectif, l'Initiative ADRF a adopté une approche échelonnée : celle-ci commence par identifier les besoins et les priorités avant d'accélérer l'assistance technique en vue d'établir un engagement soutenu et cohérent vis-à-vis de cet objectif aux côtés des gouvernements et d'autres parties prenantes concernées. L'assistance technique apportée par l'Initiative ADRF est fournie dès lors que les gouvernements en font la demande. Jusqu'à présent, les activités ont été entreprises dans 13 pays d'Afrique subsaharienne.

L'Initiative a fourni de l'assistance technique en vue d'aider les gouvernements à élaborer des outils et des instruments de financement des risques de catastrophes pour faire face aux effets néfastes de catastrophes récurrentes. L'engagement entrepris souligne des activités destinées à soutenir la création de l'environnement de données propice au financement des risques, l'élaboration de solutions de financement des risques au niveau national, ainsi que la facilitation d'initiatives régionales de financement des risques et de partage des connaissances.

Elles ont consisté notamment en l'examen des instruments budgétaires et des cadres de dépenses, l'étude de la possibilité d'établir des fonds de contingence et d'utiliser des prêts et subventions conditionnels, l'évaluation de l'utilisation de contrats d'assurance au niveau national, ainsi que le renforcement de la capacité de transposition à plus grande échelle des systèmes de sécurité sociale en cas de crise.



## 2. À PROPOS DE L'INITIATIVE DE FINANCEMENT DES RISQUES DE CATASTROPHES EN AFRIQUE

L'UE et le Groupe des États ACP ont établi le Programme de coopération intra-ACP de *Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne*,<sup>2</sup> financé dans le cadre du 10<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED) dont l'objectif global est le *renforcement de la résilience des régions, des pays et des communautés d'Afrique subsaharienne aux impacts de catastrophes naturelles*. Sont également concernés les impacts potentiels du changement climatique pour réduire la pauvreté et promouvoir le développement durable.

Pour atteindre cet objectif, cinq Résultats ont été retenus et sont mis en œuvre par plusieurs organisations partenaires, notamment la Banque africaine de développement (BAD), la Commission de l'Union africaine (CUA), le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR) et la Facilité mondiale pour la réduction des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR) au sein de la Banque mondiale. Il s'agit des résultats suivants :

R1: Programme d'action élargi pour la mise en œuvre de la stratégie régionale africaine sur la réduction des risques de catastrophes. Mis en œuvre par la CUA et l'UNISDR.

R2: Les communautés économiques régionales (CER)<sup>3</sup> africaines ont des capacités opérationnelles de coordination, de planification et de conseil politique de la gestion des risques de catastrophes (GRC) afin d'appuyer leurs États membres respectifs et les programmes régionaux et sous-régionaux. Mis en œuvre par la GFDRR.

R3: Les capacités de base des centres climatiques régionaux et nationaux sont améliorées afin de répondre aux besoins d'une utilisation efficace des services météorologiques et climatologiques des agences de réduction des risques de catastrophes et des secteurs socio-économiques, de cibler les communautés et les systèmes d'alerte précoce en temps réel. Mis en œuvre par la BAD.

R4: Les pays africains ont amélioré leurs connaissances en matière de risques à travers la compilation de données historiques relatives aux catastrophes afin de renseigner l'évaluation et la modélisation des risques futurs. Mis en œuvre par l'UNISDR.

**R5: Des stratégies de financement multirisques sont développées aux niveaux régional, national et local afin d'aider les pays africains à prendre des décisions informées et d'atténuer les impacts socio-économiques, budgétaires et financiers des catastrophes. Mis en œuvre par la GFDRR.**

La GFDRR est responsable de la mise en œuvre de R2 et R5. Ce rapport examine spécifiquement les réalisations dans le cadre du programme R5.

### Résultats du volet 5 : L'Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique



<sup>2</sup> De plus amples renseignements sur l'Initiative ADRF et le Programme dans son ensemble sont disponibles à : <http://www.preventionweb.net/resilient-africa>.

<sup>3</sup> La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC).



**Les objectifs principaux** de l'Initiative ADRF sont de soutenir l'élaboration de stratégies de financement multirisques aux niveaux régional, national et local afin d'aider les pays africains à prendre des décisions informées, d'améliorer les capacités d'intervention financière post-catastrophe et d'atténuer les impacts socio-économiques, budgétaires et financiers des catastrophes dans les pays d'Afrique.

L'Initiative prévoit de mettre à bon escient l'adoption d'outils novateurs en matière d'identification, d'évaluation et de financement des risques dans les limites des cadres politiques et des agendas de développement de plusieurs pays africains à faibles et moyens revenus.

**Pour réaliser ces objectifs, l'Initiative ADRF comporte trois composantes opérationnelles :**

- Création de l'environnement de données propice au financement des risques
- Soutien apporté aux pays pour l'élaboration de stratégies de financement des risques
- Facilitation d'initiatives régionales de financement des risques et de partage des connaissances

**Les résultats attendus de l'Initiative ADRF sont les suivants :**

- Le renforcement des capacités en matière de production, d'accès et d'utilisation d'informations sur les risques de catastrophes en vue de procéder à des évaluations des risques qui viennent étayer l'élaboration de stratégies de GRC, comme des programmes d'investissement dans la protection financière et la réduction des risques
- Le renforcement des capacités en vue d'incorporer dans le processus décisionnel les informations sur les risques

de catastrophes et les risques climatiques

- L'élaboration de stratégies visant à accroître la résilience financière contre les aléas naturels, et
- La facilitation du partage des connaissances et des méthodes les plus performantes concernant des solutions de financement des risques pour les pays africains.

Les activités qui relèvent de l'Initiative ADRF viennent renforcer et sont en conformité avec l'approche énoncée par le Programme d'action<sup>4</sup> de la CUA et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (SFDRR) 2015-2030.<sup>5</sup> Le Programme d'action a été présenté et adopté au cours de la 6<sup>e</sup> session de la Plate-forme régionale africaine<sup>6</sup> organisée par le gouvernement de l'île Maurice du 22 au 25 novembre 2016.



Village en milieu rural, Malawi  
Crédit photo: Shutterstock

<sup>4</sup> Voir [http://www.unisdr.org/files/13655\\_POAinEnglishadoptedinNairobi16April\[1\].pdf](http://www.unisdr.org/files/13655_POAinEnglishadoptedinNairobi16April[1].pdf)

<sup>5</sup> Et son prédécesseur au moment de son lancement, le Cadre d'action de Hyogo (HFA) 2005-2015.

<sup>6</sup> La Plate-forme régionale africaine est un forum bisannuel qui rassemble les États membres d'Afrique, des organisations intergouvernementales et des partenaires du développement pour examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre des cadres continental et mondial de prévention des risques de catastrophes. Voir <http://www.unisdr.org/conferences/2016/afprp>





### 3. FAITS SAILLANTS

- Des **évaluations des risques multi-aléas** ont été réalisées pour cinq pays (l'**Éthiopie**, le **Kenya**, le **Niger**, le **Sénégal** et l'**Ouganda**) et des **profils de risques de catastrophes de niveau national** sont en cours d'élaboration. Les discussions et l'assistance technique qui sont en cours dans ces pays relèvent d'une approche fondée sur la demande des pays bénéficiaires. Des évaluations des risques multi-aléas sont en cours d'élaboration pour quatre pays supplémentaires (le **Cap-Vert**, le **Mozambique**, le **Malawi** et le **Mali**). Les évaluations des risques multi-aléas sont destinées à présenter les informations techniques sous forme d'un support visuel simplifié et d'en rattacher les résultats au contexte général en matière de risques de catastrophes dans chacun des pays.
- Un **rapport de modélisation des risques d'inondations pour le nord et le centre du Malawi** a été publié en septembre 2016. Celui-ci a été précédé d'un **atelier** qui s'est déroulé au Malawi en juillet 2016, lors duquel les résultats du rapport ont été présentés aux experts techniques du département des Affaires de la gestion des catastrophes, des relevés, de l'eau et du programme d'hydrométéorologie.
- Les constats des **analyses des risques de cyclones et d'inondations** pour le **Mozambique** et le **Cap-Vert** ont été présentés au Président de la République du Mozambique et à une délégation de ministres de tutelle lors d'un atelier qui s'est tenu en mai 2017.
- La participation à l'élaboration de politiques, d'instruments et de stratégies de financement des risques s'est accélérée. Des activités ont été entreprises dans treize pays : Le **Cap-Vert**, l'**Éthiopie**, le **Kenya**, le **Lesotho**, **Madagascar**, le **Mali**, la **Mauritanie**, le **Mozambique**, le **Niger**, le **Sénégal**, l'**Afrique du Sud**, le **Swaziland** et l'**Ouganda**.
- L'Initiative ADRF continue d'appuyer l'inclusion de composantes de gestion des risques financiers dans les systèmes de sécurité sociale réactifs aux crises de neuf pays (l'**Éthiopie**, le **Kenya**, le **Lesotho**, le **Malawi**, le **Mali**, la **Mauritanie**, le **Niger**, l'**Ouganda** et le **Swaziland**).
- Dans le cadre de l'Initiative d'évaluation et de financement des risques dans les îles du sud-ouest de l'océan Indien (SWIO RAFI), l'Initiative ADRF a cofinancé la publication de cinq profils de risques de catastrophes pour les **Comores**, **Madagascar**, l'**île Maurice**, les **Seychelles** et **Zanzibar**. Ces profils ont été présentés et discutés avec les gouvernements au cours de la 7<sup>e</sup> réunion de la plate-forme régionale du Programme ISLANDS pour la protection financière qui s'est tenue à l'île Maurice en janvier 2017.
- Dans la région du Sahel, l'Initiative ADRF a appuyé des **systèmes d'information spécifiques aux aléas** visant à éclairer des évaluations des risques, des systèmes d'alerte précoce pour la santé et les aléas naturels, des programmes de sécurité sociale adaptative, et le **financement des risques de catastrophes**.

Village inondé, lac Baringo,  
Kenya  
Crédit photo: Shutterstock

## 4. VUE D'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS

Entre juillet 2016 et juin 2017, l'équipe a concentré ses efforts d'une part en vue de développer les activités menées depuis le début de l'Initiative ADRF<sup>7</sup>, et d'autre part afin d'accélérer et d'approfondir l'engagement dans les pays d'Afrique subsaharienne visant à élaborer des politiques, des instruments et des stratégies de financement des risques de catastrophes. Les activités et les domaines d'engagement de chaque composante sont décrits ci-dessous. Parallèlement à la mise en œuvre de ces activités, les efforts de coordination avec les partenaires du programme, y compris l'UE, se sont poursuivis, principalement par l'intermédiaire de la délégation de l'UE auprès de l'Union africaine à Addis-Abeba.



Embouteillage du a une inondation en  
Ethiopie

Crédit photo: Shutterstock

### 4.1. Création de l'environnement de données propice au financement des risques

La première composante de l'Initiative ADRF est dédiée à créer un environnement de données propice au financement des risques. À cette fin, des activités spécifiques se sont poursuivies dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne. Ces activités ont continué à renforcer la compréhension et la prise de conscience des risques de catastrophes et des risques climatiques en Afrique subsaharienne comme étape fondamentale à l'élaboration de stratégies, d'approches et d'outils pour le financement des risques de catastrophes.

#### Il s'agit notamment des activités suivantes :

**Des évaluations des risques multi-aléas** ont été réalisées et des ébauches de **profils de risques de catastrophes au niveau national** ont été élaborées pour cinq pays (l'**Éthiopie**, le **Kenya**, le **Niger**, le **Sénégal** et l'**Ouganda**).<sup>8</sup> Ces travaux sont destinés à présenter les informations techniques sous forme d'un support visuel simplifié et d'en rattacher les résultats au contexte général en matière de risques de catastrophes dans chacun des pays. Les ébauches des profils de risques de catastrophes sont utilisés par les équipes-pays opérationnelles de la Banque mondiale dans le but de recueillir des retours d'information et des contributions en vue de prévoir et d'organiser les présentations et les discussions avec les gouvernements et d'en envisager l'éventuelle diffusion au grand public. Au **Niger**, le profil de risques de catastrophes a été discuté avec le gouvernement lors d'un atelier qui s'est tenu au Cabinet du Premier Ministre en mars 2017. Il a été convenu de revoir quelques-uns des chiffres des pertes concernant les inondations et la sécheresse, qui seront adaptés en fonction de la richesse et du produit intérieur brut du pays. Les données recueillies pour le profil préliminaire des risques de catastrophes pour le Niger ont été publiées sur la plate-forme géospatiale nationale.<sup>9</sup> L'examen et la validation ultérieure des résultats sont en cours.

Des évaluations des risques multi-aléas sont en cours d'élaboration pour quatre pays supplémentaires (le **Cap-Vert**, le **Mozambique**, le **Malawi** et le **Mali**). Alors que les analyses de plusieurs aléas sont terminées, des travaux complémentaires sont en train d'être finalisés et revus pour quelques aléas restants. Les supports visuels des données de risques pour ces pays



<sup>7</sup> Pour en savoir plus, veuillez vous reporter au rapport d'activité de l'Initiative ADRF précédent pour la période d'août 2014 à juin 2016 en anglais ([goo.gl/3UxzuM](http://goo.gl/3UxzuM)) et en français ([goo.gl/VtSIT5](http://goo.gl/VtSIT5)).

<sup>8</sup> Les données sur le profil de risques sont disponibles sur la plate-forme PADRE : <http://afo.pigeo.fr/geoportail/apps/geoportail/index.html?hl=fre>

<sup>9</sup> <http://risques-niger.org/>

sont élaborés dès lors que la demande en est faite, en vue de soutenir du mieux possible la poursuite du dialogue et les besoins des pays.

L'équipe ADRF a commencé l'élaboration d'un document qui résume la méthodologie et l'approche employées dans l'évaluation des différents aléas et les résultats pour les neuf pays.

Comme l'indiquait le premier Rapport d'activité, **deux études analytiques sur l'impact des catastrophes** sur la pauvreté ont été financées par l'Initiative ADRF : Bien-être, croissance des revenus et situations de crise en Ouganda<sup>10</sup> et Vulnérabilité vis-à-vis de la pauvreté en milieu rural au Malawi.<sup>11</sup> À partir de ces rapports, l'équipe ADRF a réalisé une série d'affiches et de brochures destinées à simplifier les résultats pour les non-spécialistes<sup>12</sup> (voir l'Annexe 1). Les documents concernant l'Ouganda ont été présentés et discutés au cours de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté de la Banque mondiale qui s'est déroulée à Washington en octobre 2016. L'atelier s'est attaché à étudier les facteurs propices à la réduction de la pauvreté en Ouganda, les vulnérabilités du pays et les recommandations proposées en termes de mesures à prendre. Les documents pour le Malawi ont eux aussi été présentés à Washington en octobre 2016 à l'occasion d'un autre événement intitulé No Shelter from the Storm? Household-Level Impacts of and Responses to the 2015 Floods in Malawi, organisé avec l'unité travaillant sur la Pauvreté et l'Équité de la Banque mondiale.

En septembre 2016, l'équipe ADRF a finalisé et publié un rapport sur la **modélisation des risques d'inondations pour le nord et le centre du Malawi**,<sup>13</sup> qui a été établi par le consortium RASOR (Analyse rapide et spatialisation des risques) (voir l'Annexe 1). Cette activité a été réalisée à la demande du gouvernement du Malawi, désireux de s'informer sur les risques d'inondations dans les régions du nord et du centre du pays suite aux inondations survenues en 2015, lorsque la phase d'interventions post-catastrophe a fait apparaître le manque manifeste d'informations à cet égard pour ces régions. Un consortium de trois partenaires du projet RASOR a établi les cartes des aléas d'inondations. **Un atelier de présentation** a également eu lieu au Malawi en juillet 2016, lors duquel les résultats du rapport ont été présentés aux experts techniques du département des Affaires de la gestion des catastrophes, des examens, de l'eau et du programme d'hydrométéorologie. Toutes les couches géographiques ont été publiées sur la plate-forme GeoNode de RASOR<sup>14</sup> ainsi que sur la plate-forme GeoNode de données spatiales du Malawi (MASDAP).<sup>15</sup>



<sup>10</sup> [http://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/Welfare\\_and\\_Shocks\\_in\\_Uganda\\_Feb.pdf](http://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/Welfare_and_Shocks_in_Uganda_Feb.pdf)

<sup>11</sup> <http://documents.worldbank.org/curated/en/939091469543760391/pdf/WPS7769.pdf>

<sup>12</sup> Le pdf de la brochure de l'Ouganda est disponible à :

<http://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/infographic-vulnerable-to-shocks-uganda.pdf>

Le pdf de la brochure du Malawi est disponible à :

<http://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/infographic-vulnerable-to-shocks-malawi.pdf>

<sup>13</sup> Le rapport réunit l'ensemble des informations et des constats présentés à l'atelier et est disponible à :

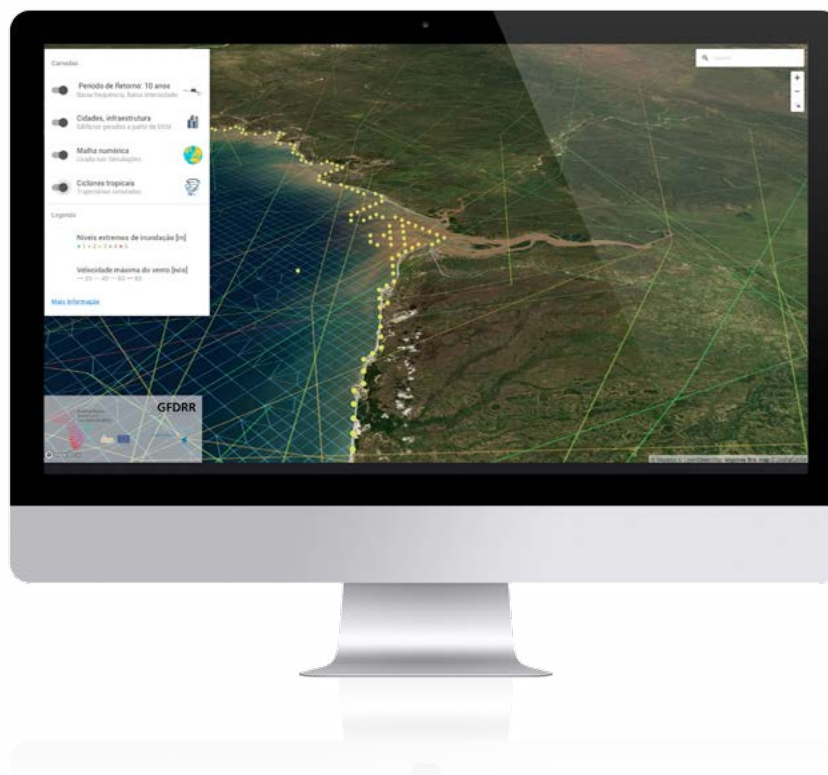
<http://www.preventionweb.net/publications/view/54387>

<sup>14</sup> <http://www.rasor.eu/catalog>

<sup>15</sup> <http://www.masdap.mw>



## Encadré 1: Analyses des risques de cyclones et d'inondations au Mozambique



Les efforts visant à créer un environnement de données propice au financement des risques se sont poursuivis ; des **analyses des risques de cyclones et d'inondations ont été effectuées au Mozambique**. Ces analyses ont été effectuées par l'Institut Deltares, un institut indépendant de recherche appliquée dans le domaine de l'eau et du sous-sol. En mai 2017, S.E. Filipe Nyusi, Président de la République du Mozambique, a assisté à un événement sur la gestion des risques de l'eau organisé par Deltares à Delft, aux Pays-Bas, avec une délégation de ministres de tutelle. Au cours de cette rencontre, Deltares a présenté les résultats de l'analyse des risques de cyclones et d'inondations pour le Mozambique. L'atelier a notamment inclut la présentation d'une application de « tablette tactile », offrant aux représentants du gouvernement du Mozambique un moyen d'interaction avec les résultats des analyses.

Le lien suivant donne accès à l'outil présenté (à partir du navigateur Google Chrome) : <http://www.openearth.nl/mozambique-demo>.

Le lien vers le site du Deltares Institute est le suivant : <http://www.deltares.nl/en>

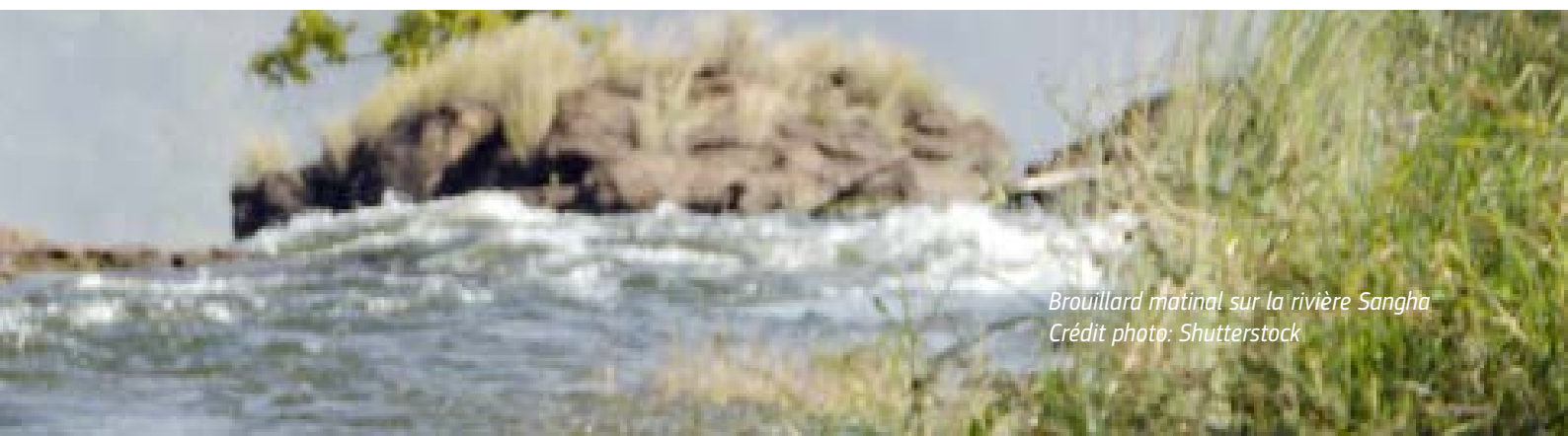
## 4.2. Soutien aux pays dans l'élaboration de stratégies de financement des risques

La deuxième composante de l'Initiative ADRF vise à aider les pays à élaborer des outils de prise de décisions financières et des stratégies nationales de financement des risques intégrées en vue de renforcer leurs capacités d'interventions post-catastrophe et de passer ainsi d'une démarche de mobilisation des ressources ex-ante à une démarche d'exécution des ressources post-catastrophe. L'Initiative ADRF utilise une approche en trois phases telle que décrite ci-dessous :

- **Phase 1:** Identification des besoins et des priorités du pays.
- **Phase 2:** Inscription de ces priorités dans des stratégies d'action en réunissant les éléments des stratégies de financement des risques de catastrophes. Cette approche peut inclure les éléments suivants : l'examen des instruments budgétaires existants et des cadres de dépenses, l'évaluation des outils d'intervention et des sources de financement actuels, l'étude de la possibilité d'établir des fonds de contingence et d'utiliser des prêts et subventions conditionnels, l'évaluation de l'utilisation de contrats d'assurance au niveau national, ainsi que le renforcement des mécanismes de distribution, tels qu'au travers des systèmes nationaux de sécurité sociale pour les virements en espèces, financés par des fonds de contingence ou des solutions assurantielles.
- **Phase 3:** Conception et mise en œuvre des politiques, instruments et stratégies de financement des risques.

Entre le 1<sup>er</sup> juillet 2016 et le 30 juin 2017, les travaux se sont appuyés sur les deux années précédentes de mise en œuvre de l'Initiative ADRF et se sont axés sur les Phases 1 et 2. Des activités ont été entreprises dans treize pays : Le **Cap-Vert, l'Éthiopie, le Kenya, le Lesotho, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Niger, le Sénégal, l'Afrique du Sud, le Swaziland et l'Ouganda**. En fonction des demandes émanant des pays, les activités ont porté sur les domaines suivants :

- Développement de fonds de contingence et/ou de prêts et subventions contingents
- Examen de solutions d'assurance au niveau national
- Approches de gestion des risques financiers pour favoriser l'établissement de systèmes de sécurité sociale réactifs aux crises
- Approches de gestion des risques financiers pour favoriser l'établissement de marchés d'assurance agricole
- Assistance à la cartographie des mécanismes et des coûts d'intervention existants (parmi les acteurs gouvernementaux, humanitaires et de développement)
- Conception de stratégies ou d'instruments de financement des risques de catastrophes sous l'égide du ministère des Finances





Une femme dans un village au Swaziland  
Crédit photo: Shutterstock

L'assistance technique s'est accélérée dans les pays qui ont affiché un engagement fort pour l'élaboration de stratégies de financement des risques de catastrophes (principalement au **Kenya**, au **Mozambique**, en **Éthiopie** et en **Ouganda**). La capacité de la Banque mondiale à engager le dialogue avec les pays de l'Agence internationale de développement (IDA) au sujet du Prêt à l'appui de politiques de développement (DPL)<sup>16</sup> avec l'Option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes (Cat-DDO),<sup>17</sup> qui est disponible au titre de l'IDA 18, a été l'occasion de renforcer la base opérationnelle en vue de développer les activités relatives au financement des risques de catastrophes dans la région. Actuellement, plusieurs Cat-DDO sont en cours de préparation au **Kenya** et au **Cap-Vert**. Au **Mozambique**, une opération de prêt novatrice de l'IDA est en cours de préparation, qui allie un DPL conventionnel dont les déboursement commencent à l'entrée en vigueur du prêt, associé à un DPL avec Cat-DDO (voir l'Encadré 2). D'autres pays envisagent des opérations Cat-DDO, dont le **Malawi**, **l'Éthiopie**, **l'Ouganda** et **Madagascar**.

Ce nouvel instrument pour les pays membres de l'IDA remplit un objectif important de l'Initiative ADRF. En donnant la possibilité aux gouvernements de structurer des prêts conditionnels qui peuvent être utilisés dès lors qu'une situation d'urgence est déclarée, cet instrument comble une lacune importante dans l'éventail des

instruments de financement des risques de catastrophes mis à la disposition des pays africains. En outre, s'agissant d'un prêt à l'appui de politiques de développement, l'instrument constitue la base d'un dialogue sur l'action à mener et les changements institutionnels à engager en vue de concevoir des stratégies de financement des risques de catastrophes à l'initiative des pays concernés. Le financement des risques de catastrophes a été reconnu comme un pilier important de l'ensemble des opérations Cat-DDO en cours de préparation en Afrique. À ce titre, l'Initiative ADRF y voit là une occasion de tirer parti de ressources financières supplémentaires (dans le cas présent, des ressources de l'IDA 18), ce qui constitue également un objectif de l'Initiative.

En réponse à la demande des pays, l'Initiative ADRF continue également d'élaborer des approches de gestion des risques financiers favorisant l'établissement de systèmes de sécurité sociale réactifs aux crises. Comme l'illustre le vif intérêt manifesté par les pays de la région (tout au long de la phase 1), des engagements dans ce sens sont en cours d'élaboration dans neuf pays (**Éthiopie**, **Kenya**, **Lesotho**, **Malawi**, **Mali**, **Mauritanie**, **Niger**, **Ouganda** et **Swaziland**).

Le niveau actuel de la demande ainsi que les besoins et les priorités des pays sont récapitulés dans le Tableau 1 et développés plus amplement par la suite.

<sup>16</sup> Un prêt à l'appui de la politique de développement fournit un appui budgétaire aux gouvernements ou à une subdivision politique pour un programme de mesures stratégiques et opérationnelles en vue de contribuer à parvenir à une croissance durable et partagée et à la réduction de la pauvreté.

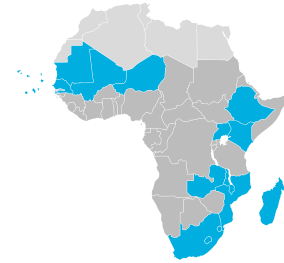
<sup>17</sup> Un Cat-DDO (option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes) est une ligne de crédit conditionnelle qui apporte des liquidités immédiates aux pays à la suite d'une catastrophe naturelle.

[http://treasury.worldbank.org/bdm/pdf/Handouts\\_Finance/CatDDO\\_Product\\_Note.pdf](http://treasury.worldbank.org/bdm/pdf/Handouts_Finance/CatDDO_Product_Note.pdf)





Tableau 1. Résumé des domaines prioritaires de soutien actuellement demandés par les pays

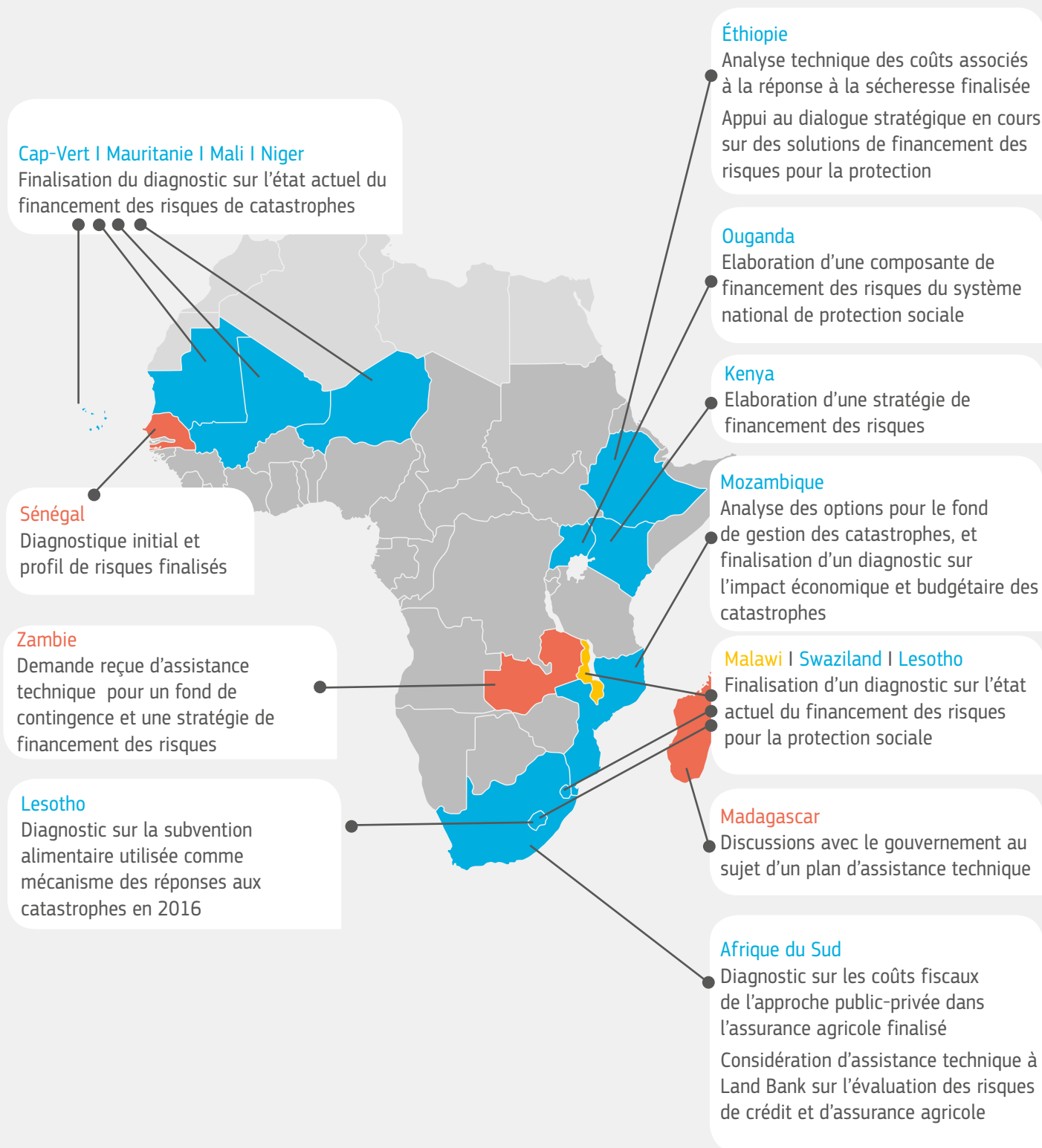


Domaines prioritaires de soutien demandé pour l'élaboration de stratégies et d'instruments de financement des risques de catastrophes

Cap-Vert Éthiopie Kenya Lesotho Madagascar Malawi Mali Mauritanie Mozambique Niger Ouganda Sénégal Afrique du Sud Swaziland Zambie

	Cap-Vert	Éthiopie	Kenya	Lesotho	Madagascar	Malawi	Mali	Mauritanie	Mozambique	Niger	Ouganda	Sénégal	Afrique du Sud	Swaziland	Zambie
Développement de fonds de contingence et/ou de prêts et subventions contingents	•		•		•				•						•
Examen de solutions d'assurance au niveau national					•				•						
Approches de gestion des risques financiers pour favoriser l'établissement de systèmes de sécurité sociale réactifs aux crises		•	•	•		•	•	•		•	•			•	
Approches de gestion des risques financiers pour favoriser l'établissement de marchés d'assurance agricole			•										•		
Assistance à la cartographie des mécanismes et des coûts d'intervention existants parmi les acteurs gouvernementaux, humanitaires et de développement		•	•				•	•	•	•		•			
Élaboration de stratégies ou d'instruments de financement des risques de catastrophes par le ministère des Finances	•		•						•						•

## Aperçu des activités d'assistance technique



Projets actifs

Projets en cours d'élaboration

Projets potentiels

*Les principales activités de la Composante B sont résumées ci-dessous pour chaque pays où un engagement a été entrepris.*

Vu du centre financier de Nairobi,  
Kenya  
Crédit photo: Shutterstock

## Kenya

L'équipe ADRF a apporté son soutien au gouvernement du Kenya pour **l'élaboration d'une stratégie de financement des risques de catastrophes** avec la préparation d'un DPL avec Cat-DDO. Ce nouvel instrument vise à renforcer le cadre institutionnel pour la gestion des risques de catastrophes au Kenya et à fournir au gouvernement l'accès à des financements de contingence en cas de crise. La préparation de cette opération a nécessité de discuter des actions préalables pour soutenir le renforcement des capacités institutionnelles, techniques et financières du Kenya afin de gérer l'impact d'aléas naturels et d'améliorer la résilience financière du pays. Le gouvernement du Kenya a identifié les réformes politiques qui pourraient potentiellement être engagées dans le cadre de cette opération, à savoir :

- les cadres juridiques et institutionnels nécessaires pour gérer les risques climatiques et de catastrophes naturelles
- l'intégration de la réduction des risques de catastrophes dans la planification des investissements sectoriels, qui comprend l'élaboration d'un plan à moyen terme pour la période 2018-2022, des politiques nationales de développement urbain et de l'irrigation, ainsi qu'une loi sur la gestion de l'eau ; et
- le renforcement des capacités financières nationales pour répondre aux crises liées à une catastrophe à travers l'élaboration et l'adoption par le Trésor public d'une stratégie nationale de protection financière contre les catastrophes.

Le Kenya est doté d'un portefeuille particulièrement bien fourni d'instruments et de programmes existants, et le Trésor public a entamé le processus de rédaction et de conception d'une stratégie destinée à favoriser la transparence, la communication et la prise de décisions sur les différents instruments et programmes qui contribuent au financement de la réponse aux catastrophes.

Dans le cadre de l'actuelle préparation d'un Cat-DDO, l'équipe ADRF a organisé en avril 2017 un **échange de connaissances** entre le gouvernement du Kenya (douze fonctionnaires des ministères, dont quatre du ministère des Finances) et le gouvernement de la Colombie.<sup>18</sup>



<sup>18</sup> Cette activité a également été cofinancée par d'autres sources financières de la GFDRR.





Cet échange était conçu pour permettre au gouvernement du Kenya de profiter de la vaste expérience de la Colombie dans la mise en œuvre de programmes de GRC, dans le respect des meilleures pratiques internationales, et de permettre de mieux comprendre les options de financement des risques. Cet échange de connaissances s'est axé sur quatre domaines :

- le renforcement des cadres institutionnels et juridiques afin de favoriser une GRC efficace
- l'intégration de la GRC dans la planification du développement au niveau territorial et sectoriel
- la construction, la reconstruction et le relèvement économique et social (d'après les enseignements tirés des inondations qui se sont abattues sur la Colombie en 2010-11) ; et
- l'élaboration d'une approche globale à plusieurs niveaux de financement des risques de catastrophes. Un rapport final résume les principaux thèmes couverts, les enseignements tirés quant à l'évolution de ces enjeux en Colombie, ainsi que les réflexions des participants sur la manière de les traduire en des mesures concrètes de renforcement de la GRC au Kenya.

Par ailleurs, les activités engagées ont permis la finalisation de l'assistance technique pour **l'élaboration d'une approche des secteurs public et privé pour l'établissement d'un programme d'assurance pour l'agriculture et l'élevage** par le gouvernement du Kenya. Cette activité a été financée en grande partie par le Programme de développement de l'assurance agricole, lui-même financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international et le ministère néerlandais des Affaires étrangères, avec le cofinancement de l'Initiative ADRF. Ce programme a aidé le ministère d'État de l'Élevage (SDL) et le ministère d'État de l'Agriculture (SDA) à élaborer un programme d'assurance pour l'agriculture et l'élevage qui, à terme, sera géré par le gouvernement et d'autres partenaires.

Enfin, l'Initiative ADRF a apporté son soutien à un programme de **financement des risques de catastrophes pour des moyens de subsistance résilients**, établi et financé par l'Agence suédoise de coopération au développement international (SIDA), en vue d'actualiser un outil (mis au point en 2015) qui est utilisé par l'Agence nationale de gestion de la sécheresse du Kenya afin d'estimer les coûts de la transposition à plus grande échelle du Programme de filet de sécurité contre la faim (Hunger Safety Net Program) dès lors que des sécheresses d'ampleur variable affectent les bénéficiaires du programme. Les mises à jour de l'outil ont vu son élargissement à l'ensemble des neuf comtés arides au Kenya, l'ajout d'années supplémentaires sur les données de sécheresse et l'amélioration de la facilité d'utilisation des fonctions d'établissement des coûts et d'analyse de scénario. Il sera important de tirer les enseignements de l'expérience du Kenya à l'utilisation de cet outil pour en faire profiter d'autres pays confrontés à des difficultés similaires.



Récolte de céréales en Ethiopie  
Crédit photo: Shutterstock





Vue aérienne d'Addis Abeba, Ethiopie  
Crédit photo: Shutterstock

## Éthiopie

L'Initiative ADRF a poursuivi son soutien au **Programme de filet de sécurité sociale productif de l'Éthiopie** (Productive Safety Net Program - PSNP), en s'appuyant sur les travaux techniques et sur le dialogue politique qui ont lieu depuis deux ans. Suite à une requête officielle formulée par le ministère des Finances et de l'Économie en juillet 2016, l'équipe ADRF et le Département britannique pour le développement international (DFID) ont apporté leur soutien au gouvernement éthiopien pour **l'examen de solutions de financement des risques visant à compléter et transposer à plus grande échelle le PSNP**. Pour commencer, le ministère des Finances et de l'Économie a demandé que les équipes travaillent avec la Commission nationale de gestion des risques de catastrophes (NDRMC) en vue de dresser une analyse statistique conjointe des besoins et dépenses historiques tels que consignés lors de la démarche du Document des besoins humanitaires.<sup>19</sup> Cette analyse relève les sources de financement des interventions humanitaires passées et comprend une analyse prospective à l'aide de techniques de simulation statistique, en tenant compte des changements historiques survenus au niveau de la population et de la vulnérabilité. En mars 2017, les

constats de l'analyse des coûts des interventions face à la sécheresse ont été livrés, accompagnés d'un modèle Excel élaboré par le Département d'actuariat du gouvernement du Royaume-Uni (avec le soutien financier du DFID) qui peut être utilisé pour évaluer les coûts d'opportunité de différentes combinaisons d'instruments de financement des risques.

Le ministère des Finances et de l'Économie a également fait part de son intérêt pour l'idée de reprendre un modèle économique existant (Hill et Porter 2014) en y transférant les données réelles sur les pertes de récoltes des dix dernières années, comme moyen d'outil de prédiction anticipée des besoins d'aide humanitaire en cas de sécheresse. Le ministère a également fait la demande d'une aide au renforcement des capacités afin de mieux comprendre les coûts des différentes combinaisons d'instruments de financement des risques. Une note d'orientation a été rédigée, qui est actuellement utilisée par le gouvernement dans sa démarche de dialogue interne sur l'éventuelle marche à suivre en vue de renforcer la stratégie existante de financement des risques.



<sup>19</sup> Pour plus d'informations sur le Document des besoins humanitaires :

[https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/ethiopia\\_hrd\\_31jan2017.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/ethiopia_hrd_31jan2017.pdf)





Nosy be, Madagascar  
Crédit photo: Shutterstock

## Mozambique

L'Initiative ADRF a accompli d'importants progrès avec le gouvernement du **Mozambique** en vue de **renforcer son cadre de financement des risques de catastrophes** (Voir l'Encadré 2). L'Initiative ADRF va continuer à soutenir le gouvernement du Mozambique à l'élaboration d'une stratégie globale de financement des risques de catastrophes, qui aidera à ancrer les progrès accomplis à ce jour et qui servira de cadre d'orientation pour les améliorations futures.

## Ouganda

Avec le soutien de l'Initiative ADRF, le gouvernement d'**Ouganda** est en train de mettre au point un **mécanisme de financement des risques de catastrophes** qui fera partie du projet du Fonds d'action sociale pour le nord de l'Ouganda - Phase 3 (NUSAF3), qui est financé par l'IDA. Ce projet comprend une composante « réactive à la crise » ou « évolutive » du programme national ougandais existant. L'Initiative ADRF cofinance avec SIDA le programme de financement des risques de catastrophes pour des moyens de subsistance résilients, qui vient en complément au projet NUSAF3. Pour cela, il a fallu développer deux fonctions essentielles :

- la capacité de stocker et d'analyser les données pour comprendre à quel moment les ménages ont subi une catastrophe ou une crise ; et
- la définition d'un mécanisme de déclenchement. L'équipe de projet a travaillé avec les principales institutions nationales et locales au développement de ces fonctions, y compris le Centre national ougandais de coordination et des opérations d'urgence (NECOC), afin de renforcer les capacités de collecte de données et d'analyse du Conseil national au sein de la Direction des secours, de la préparation aux catastrophes naturelles et de gestion (qui relève du Cabinet du Premier Ministre) en vue de mettre au point le mécanisme décisionnel.

De plus, l'Initiative ADRF soutient d'importantes activités de renforcement de capacités destinées à assurer la pérennité du système d'évolutivité, y compris :

- le renforcement des capacités de l'organisation et l'élaboration d'un mécanisme de collaboration entre le gouvernement et d'autres parties prenantes (par exemple le Programme alimentaire mondial) ; et
- la formation pour des fonctionnaires du centre NECOC et de la Direction des secours, de la préparation aux catastrophes naturelles et de gestion sur des sujets variés liés au financement des risques, notamment l'analyse de données, l'établissement d'indices et la conception des règles régissant la transposition à plus grande échelle du processus.

Cette activité d'assistance technique a commencé par un projet pilote dans la sous-région du Karamoja. Au cours de la première année de mise en œuvre du projet, le dispositif de transposition à plus grande échelle a déclenché un financement supplémentaire de 4 millions de dollars dans le cadre du projet NUSAF3 de l'IDA en vue de prendre en charge 33 422 ménages, soit 20 % de la population touchée par la sécheresse dans le Karamoja.



## Madagascar

Les discussions sur le financement des risques se sont poursuivies avec le gouvernement de **Madagascar**, en particulier avec le ministère des Finances et du Budget et avec l'unité de GRC qui relève du Cabinet du Premier Ministre, afin d'examiner les options visant à élargir l'éventail **d'instruments de protection financière pour les interventions en cas de crises**. Suite à la sécheresse qui s'est récemment abattue sur le pays en décembre 2016, l'équipe ADRF a fait le bilan des actions entreprises avec les partenaires humanitaires en vue de faire face à la sécheresse causée par le phénomène El Niño en Afrique australe. Cette présentation a souligné les avantages à adopter une approche planifiée et convenue en amont en matière de financement des interventions en cas de crise, notamment en ce qui concerne l'acheminement de l'aide d'urgence par la transposition à plus grande échelle de programmes existants de filet de sécurité sociale sur le plan national. La première option discutée a porté sur le **Mécanisme de Réponse Immédiat (IRM) de l'IDA** qui est en cours de préparation. Celui-ci permettra au gouvernement de Madagascar d'accéder rapidement jusqu'à 5 % de son portefeuille IDA non déboursé<sup>20</sup> à la suite d'une crise.

En novembre 2016, dans le cadre de l'initiative **SWIO RAFI**, le **profil de risques de catastrophes** pour Madagascar<sup>21</sup> a été finalisé et publié. Cette publication souligne le fait que le pays subit en moyenne des pertes annuelles de 100 millions de dollars tous aléas combinés (cyclone, inondation et séisme), avec une probabilité de 10 % de dommages d'un montant supérieur à 240 millions de dollars, et une probabilité de 5 % qu'ils dépassent les 600 millions de dollars au cours de toute année donnée (voir l'Encadré 3).

En mars 2017, suite au cyclone tropical Enawo de catégorie 4, qui a atteint les côtes nord-est de Madagascar, l'Initiative ADRF

a cofinancé la **publication d'un rapport<sup>22</sup> qui estimait le calcul des pertes post-catastrophe** à plus de 400 millions de dollars, soit près de 4 % du PIB annuel de Madagascar. Les conclusions du rapport ont été calculées à l'aide des modèles de risques existants, qui comprenaient le profil de risques de catastrophes susmentionné, le modèle de cyclone tropical d'ARC et sur un modèle d'agriculture. En adoptant une approche modélisée des pertes, le gouvernement a pu estimer de manière anticipée l'impact économique du cyclone tropical et s'en servir en vue de lancer le processus de planification des efforts de relèvement.

Ces efforts ont aussi eu plusieurs conséquences essentielles pour les activités de financement des risques de catastrophes, tant sur le plan national que régional. Tout d'abord, l'existence de modèles de risques de catastrophes à la pointe de la technologie pour les risques de cyclone à Madagascar marque un grand pas en avant dans la capacité du pays à comprendre les risques et l'incidence potentielle de catastrophes naturelles. Par ailleurs, malgré les quelques différences qui existent entre le modèle utilisé pour le profil de risques SWIO RAFI et celui de l'ARC, celles-ci peuvent être vues comme complémentaires, dans la mesure où les modèles ont été mis au point dans des buts différents et présentent des perspectives différentes vis-à-vis des risques. L'approche de collaboration utilisée par les équipes de la Banque mondiale et de l'ARC pour préparer ce rapport sur le calcul des pertes post-catastrophe répondait à une demande qui avait été préalablement reçue par le gouvernement de Madagascar (exprimée lors de la réunion sur la Protection financière du programme ISLANDS<sup>23</sup>) de travailler ensemble pour améliorer l'information (et la rapidité de l'information) mise à la disposition des parties prenantes et de renforcer les capacités du gouvernement à utiliser cette information.

<sup>20</sup> 5 % du solde du projet d'investissement de l'IDA non déboursé.

<sup>21</sup> Cette activité a été entreprise dans le cadre de l'Initiative d'évaluation et de financement des risques dans le sud-ouest de l'océan Indien (SWIO RAFI), qui est cofinancée par le Programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles et l'Initiative ADRF. Voir [https://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/drp\\_madagascar.pdf](https://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/drp_madagascar.pdf) en anglais et [https://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/drp\\_madagascar\\_fr.pdf](https://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/drp_madagascar_fr.pdf) en français.

<sup>22</sup> Le rapport est disponible à <http://reliefweb.int/report/madagascar/estimation-economic-losses-tropical-cyclone-enawo>.

<sup>23</sup> Le projet ISLANDS est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien. Il vise à favoriser l'intégration et la coopération régionales en vue de réduire l'impact financier de risques de catastrophes, et à améliorer la capacité des pays insulaires à renforcer leur résilience face aux catastrophes et au changement climatique.







Petit village traditionnel près de Niamey, Niger  
Crédit photo: Shutterstock

## Lesotho et Swaziland

Suite à la sécheresse de 2016 et à la prise en compte de la nécessité d'établir des programmes d'intervention à l'initiative des gouvernements, l'Initiative ADRF a lancé des travaux sur des activités d'analyse et de renforcement des capacités visant à aider les gouvernements du Lesotho et du Swaziland à identifier les piliers nécessaires à l'élaboration d'un système national de sécurité sociale capable de répondre aux chocs et de renforcer la résilience des ménages pauvres. Ces activités sont cofinancées et livrées dans le cadre d'un projet financé par le Fonds d'affectation spéciale d'intervention sociale rapide.<sup>24</sup>

En juin 2017, l'équipe ADRF a rencontré les interlocuteurs concernés du gouvernement, des partenaires du développement et des organisations humanitaires à Mbabane et à Maseru afin d'examiner les systèmes existants de sécurité sociale ainsi que le cadre juridique et financier pour faire face aux catastrophes dans chacun des deux pays. Il est apparu qu'autant le **Lesotho** que le **Swaziland** sont dépourvus d'instruments de financement des risques et de processus de gestion des finances publiques pour financer des interventions en cas de catastrophe. Ces deux pays dépendent lourdement des bailleurs de fonds internationaux et de l'aide humanitaire pour financer leurs interventions en cas de catastrophe. Lors de la sécheresse provoquée par le phénomène El Niño en 2015-16, les seuls moyens à la disposition des gouvernements pour avoir accès à des fonds ont consisté à réaffecter les budgets nationaux et à réduire d'autres budgets ministériels.

Par ailleurs, l'équipe ADRF a également fait une évaluation diagnostique de l'appui du gouvernement du Lesotho à un programme de subventions alimentaires, qui constituait la principale composante de l'intervention nationale du pays face à la sécheresse de 2016, mise en place entre mai 2016 et mai 2017. Cette évaluation avait pour objectif de fournir au gouvernement et aux partenaires des perspectives et des observations en temps réel sur l'efficacité opérationnelle et l'impact du programme de subvention des prix des denrées alimentaires, ainsi que de formuler des recommandations sur le renforcement de la résilience à long terme à des sécheresses

récurrentes. Les premiers travaux de recherche sur le terrain pour cette activité ont eu lieu au cours du deuxième trimestre de 2017, dont les conclusions ont été communiquées lors d'un atelier multipartite qui s'est tenu en mai 2017.

## Cap-Vert

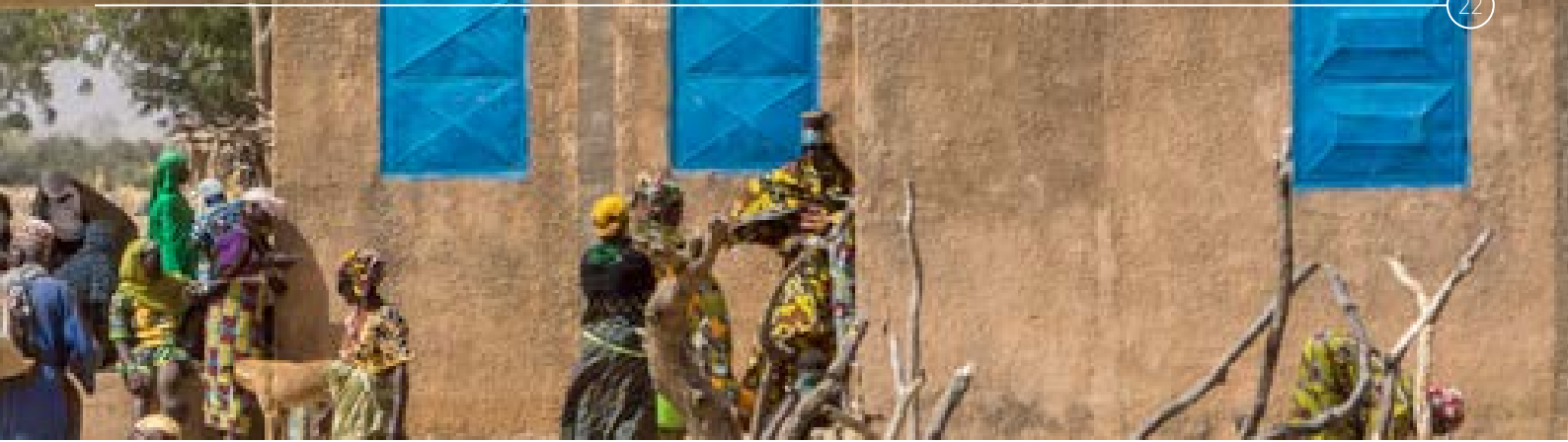
La première ébauche d'un **diagnostic sur la protection financière contre les catastrophes du Cap-Vert** a été élaborée. Cette ébauche comprend un résumé des premières données qui sont disponibles sur les impacts humains, économiques et budgétaires des catastrophes passées, elle expose les instruments financiers existants de réponse en cas de catastrophe, ainsi que le montage institutionnel et la mobilisation de ces ressources. Cette étude se poursuivra par des travaux de validation des données incluses dans la première ébauche, d'éventuels renseignements complémentaires recueillis auprès des sources gouvernementales et la présentation des conclusions au gouvernement pour qu'il les examine et discute de la marche à suivre.



Ile de Sao Nicolau, Cap Vert  
Crédit photo: Shutterstock



<sup>24</sup> Cette activité a également été cofinancée par d'autres sources financières de la GFDRR.



## Niger

L'Initiative ADRF apporte son soutien au gouvernement du **Niger** dans ses efforts visant à utiliser les programmes nationaux existants de filet de sécurité sociale pour venir en aide aux ménages vulnérables en cas de crise, ce qui aura pour effet d'améliorer la rapidité, la transparence et l'efficacité des interventions en cas de catastrophes. L'assistance technique dans ce domaine complète une opération de prêt de l'IDA à l'appui du programme national de sécurité sociale. Le Mécanisme de réponse immédiate (MRI) de l'IDA a été mis en place et activé en mars 2017 pour répondre aux besoins liés à la reprise économique dans les régions de Tahoua et d'Agadez. Une évaluation institutionnelle de l'actuel système d'interventions en cas de catastrophe a débuté comme première étape à l'élaboration d'un mécanisme d'évolutivité pour les filets de sécurité sociale existants. En mars et en juin 2017, deux ateliers d'informations sur les risques de catastrophes et de financement des risques de catastrophes se sont tenus à Niamey, réunissant des partenaires du gouvernement, du développement et du secteur humanitaire. Le programme s'est concentré sur les différents éléments d'une approche efficace au financement des interventions en cas de catastrophes, y compris les systèmes d'information, les mécanismes de distribution et le financement pré-planifié.

## Sénégal

L'engagement auprès du gouvernement du **Sénégal** s'est focalisé sur l'**analyse de l'état actuel du financement des interventions de réponse à la suite d'une catastrophe**, ainsi que les premiers résultats du profil de risques du pays pour le Sénégal. En juin 2017, un atelier a été organisé avec le ministère de l'Économie, des Finances et du Plan, rassemblant 25 participants, qui s'est attaché à

- présenter les concepts clés, les approches et les outils pour le financement des interventions en cas de crise
- discuter des premières observations du rapport de diagnostic initial sur le financement des risques de catastrophes et les lacunes
- présenter les premiers constats du profil de risques pays pour le Sénégal ; et

- présenter les conclusions d'un examen des dépenses publiques de sécurité sociale au Sénégal dans le cadre d'interventions face à une crise, ainsi que des plans visant à élaborer des filets de sécurité sociale adaptatifs au Sénégal.

Les discussions qui ont eu lieu lors de l'atelier ont fourni des indications utiles sur l'éventuelle marche à suivre telle que soulignée dans le rapport de diagnostic initial. Premièrement, il est important de s'appuyer sur les travaux en cours visant à renforcer le Registre national unique afin d'identifier et de cibler les bénéficiaires de mesures de financement d'interventions en cas de crise ou de catastrophe afin d'éviter les chevauchements entre les différents mécanismes et d'améliorer l'efficacité compte tenu des ressources limitées. L'identification préalable dans le registre des ménages vulnérables pourrait non seulement améliorer la rapidité des interventions de prise en charge, mais réduire aussi le coût d'identification des ménages ayant besoin d'aide en plein milieu d'une crise.

Deuxièmement, il est nécessaire d'élaborer des mécanismes d'évolutivité des filets de sécurité sociale existants afin de transposer rapidement à plus grande échelle l'aide apportée aux ménages vulnérables dès qu'une crise ou une catastrophe se produit. Il faudrait pour cela élaborer des procédures de prise de décisions et une stratégie financière pour permettre au gouvernement d'utiliser les systèmes de sécurité sociale existants afin de fournir un soutien de manière rapide et transparente lorsqu'une crise se présente.

Enfin, l'établissement d'un cadre stratégique pour le financement des interventions en cas de crise ou de catastrophe pourrait être utile pour améliorer la transparence et mieux comprendre les sources de financement à utiliser en fonction des types d'interventions en cas de catastrophe, et pour déceler les lacunes et les éventuels gains d'efficacité de l'actuel cadre de financement.



## Mali

L'assistance technique apportée au **Mali** vise à appuyer les efforts pris à l'initiative du gouvernement visant à cartographier l'actuel paysage institutionnel des interventions en cas de catastrophes ainsi que les sources de financement existantes. Les résultats de cette cartographie sont en train d'être utilisés pour informer un diagnostic en cours d'élaboration. Par ailleurs, des premières discussions sont en cours pour un éventuel **échange de connaissances** entre le gouvernement du Mali et celui du Kenya en vue de partager leurs expériences en matière d'élaboration de filets de sécurité sociale réactifs aux crises.

## Mauritanie

L'assistance technique a été lancée en mai 2017 en **Mauritanie** pour des **solutions de financement des risques rattachées au programme national de filet de sécurité sociale**. L'objectif de cet engagement est (i) de discuter de la conception d'une composante de registre social qui serait réactive aux crises, afin de permettre au gouvernement d'améliorer les interventions en situation de crise. Ceci guiderait également les interventions menées par un large éventail d'acteurs, tels que le gouvernement, le Programme alimentaire mondial (PAM) ou des organisations non gouvernementales ; et (ii) d'avancer dans la préparation d'un diagnostic sur les mécanismes de financement utilisés pour les filets de sécurité sociale réactifs aux crises.

Le registre social permettra d'établir un groupe tampon de bénéficiaires potentiels au-dessus des lignes de pauvreté extrême qui seront choisis en fonction de leur vulnérabilité à des crises. Une méthodologie préliminaire pour la conception du groupe tampon au niveau communal basé sur une série d'indicateurs a été présentée au groupe de coordination des bailleurs de fonds. Les travaux visant à ajuster la méthodologie proposée se poursuivront en fonction des retours et des contributions reçues de la part des différentes parties prenantes impliquées.

Pour démarrer le **diagnostic de financement des risques de catastrophes** pour la Mauritanie, une collecte de données a été réalisée afin de recueillir des informations sur l'impact d'événements passés et les interventions du gouvernement pour y faire face. Dans la mesure où les sources de données étaient très rares et limitées, il n'a été possible d'identifier que quelques événements et les interventions de réponses y étant associées. La collecte de données a inclus la participation d'acteurs clés (ministère de l'Économie et des Finances, ministère de l'Agriculture, ministère de l'Élevage, Commissariat à la sécurité alimentaire, le PAM, le Programme des Nations Unies pour le développement) dans l'espoir de mieux comprendre les aspects juridiques et institutionnels des interventions post-catastrophe et des mécanismes de financement. La consolidation du rapport de diagnostic initial est en cours et celui-ci comprendra le coût des événements passés, ainsi qu'une description des mécanismes et des outils financiers utilisés pour les interventions post-catastrophe, en particulier pour le financement des filets de sécurité sociale.

## Afrique du Sud

Les coûts élevés des interventions suite à la sécheresse de 2016 ont amené le gouvernement sud-africain à demander de l'assistance en vue d'envisager des moyens de **soutenir l'élaboration d'un programme d'assurance agricole**. L'Initiative ADRF a établi un rapport de diagnostic initial qui présente les coûts budgétaires de trois différents mécanismes pouvant potentiellement bénéficier de soutien public afin de renforcer et d'élargir les programmes commerciaux d'assurance agricole. Le rapport est en cours d'évaluation par le gouvernement sud-africain, dans le cadre de son processus décisionnel en vue de déterminer s'il souhaite y donner suite par un programme national et, le cas échéant, de quelle manière. D'autre part, le diagnostic a présenté un cadre utile pour réfléchir à la manière de structurer les partenariats public-privé pour l'assurance agricole dans d'autres pays.



## Encadré 2: L'élaboration de stratégies de financement des risques de catastrophes au Mozambique



*Vue de Maputo  
Crédit photo: Banque mondiale*

Le Mozambique offre un bon exemple de la portée des activités actuellement mises en œuvre dans le cadre de la Composante B de l'Initiative ADRF, compte tenu de l'engagement fort du gouvernement du Mozambique à renforcer son **cadre de financement des risques de catastrophes**. L'assistance technique fournie s'ajoute en complément à une opération de prêt innovante de l'IDA qui combine un prêt à l'appui de politiques de développement (DPL) conventionnel qui procède au déboursement lors de l'entrée en vigueur du prêt, à un DPL assorti d'un Cat-DDO qui procède au déboursement dans le cas d'une situation d'urgence nationale à la demande du gouvernement. Pour l'opération de prêt, le gouvernement a identifié plusieurs réformes politiques qui peuvent renforcer le cadre GRC du Mozambique. Celles-ci portent sur le financement des risques et peuvent inclure :

- L'établissement d'un fonds de contingence en cas de catastrophe et l'approbation de la réglementation de mise en œuvre pour ce fonds approuvée par le ministère des Finances, constituant ainsi la base juridique pour l'établissement et la capitalisation du fonds
- L'élaboration et l'approbation d'une stratégie nationale de financement des risques de catastrophes, qui établit les priorités, les calendriers et les dispositifs de protection financière, y compris l'identification des instruments de contingence et de transfert des risques
- L'approbation d'un décret qui modifie les programmes de protection sociale de base en vue d'y intégrer l'assistance sociale pendant les situations d'urgence dans le cadre du programme d'assistance sociale directe
- L'établissement d'un mécanisme de paiement pour la distribution de transferts monétaires en ayant recours au volet d'assistance sociale d'urgence par le biais de tiers

L'équipe ADRF a également apporté son aide à l'élaboration d'un diagnostic faisant l'état des lieux du financement des risques de catastrophes, qui comprend une évaluation de l'impact économique et budgétaire de catastrophes passées. Cette analyse a révélé des lacunes importantes dans le financement disponible pour les interventions en cas de catastrophes et est venue éclairer les discussions de politiques avec le gouvernement quant aux mesures potentielles à prendre pour y remédier, y compris le crédit de contingence et un fonds de contingence. Une ébauche du diagnostic a été présentée au gouvernement en avril 2017.





Rivière sur le plateau de  
Bandiagara, Mali  
Crédit photo: Shutterstock

### 4.3. Facilitation d'initiatives régionales de financement des risques et de partage des connaissances

L'Initiative ADRF a facilité plusieurs activités de partage des connaissances concernant les solutions d'évaluation et de financement des risques avec la participation de partenaires travaillant sur d'autres Résultats.

**L'Initiative pour le libre accès aux données pour la résilience (OpenDRI) a été mise en œuvre au Malawi, au Niger et dans les États des îles de l'océan Indien.** Des séances de formation ont été organisées sur l'Initiative OpenDRI, qui renforce les capacités décisionnelles des professionnels de la GRC. En décembre 2016, deux formations ont été dispensées au Malawi à 40 personnes sur cette approche, en ayant recours à des jeux de rôle. L'Initiative ADRF a également donné son appui à la tenue à jour de la plate-forme MASDAP et a dispensé une formation à 30 personnes sur les plates-formes GeoNode<sup>25</sup> et InaSAFE<sup>26</sup> en juillet 2016. Au **Niger**, des conseils et du soutien techniques ont été apportés au gouvernement sur la mise en place, la tenue à jour et l'utilisation de la Plate-forme pour l'évaluation des risques de catastrophes et de l'environnement (PADRE) de stockage et de visualisation des données spatiales et de la plate-forme d'analyse en temps réel.

L'Initiative ADRF a également apporté son soutien à des activités de partage des connaissances dans le cadre de l'initiative **SWIO RAFI** (voir l'Encadré 3 pour plus d'informations sur les profils de risques SWIO RAFI). Ces activités incluaient la dispense de formation pour 24 personnes dans les cinq États insulaires en janvier 2017 sur les plates-formes de données géospatiales et les techniques de cartographie participative dans le cadre de l'initiative OpenDRI.

La région du Sahel a fait apparaître un fort potentiel pour le développement des **synergies entre des systèmes d'information spécifiques à des aléas** en vue d'éclairer les évaluations des risques, les systèmes d'alerte précoce, les programmes de protection sociale adaptative et le financement des risques de catastrophes. L'Initiative ADRF a apporté son soutien à une analyse des systèmes d'information disponibles et a étudié la faisabilité de convertir les informations de surveillance en des systèmes de prévision et de surveillance des impacts. De plus, suite à la préparation réussie du **MRI** de l'IDA au **Niger**, des mécanismes similaires sont en cours de préparation pour le **Mali** et le **Sénégal**.

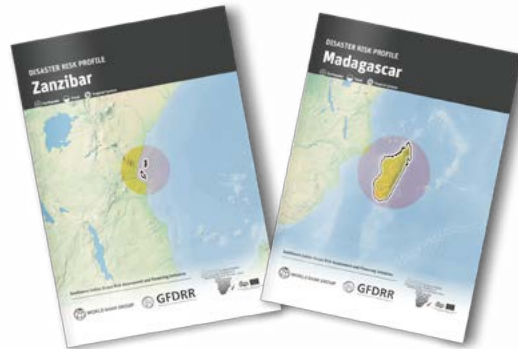
Vue de Kampala, Ouganda  
Crédit photo: Banque mondiale



<sup>25</sup> GeoNode est une application et une plate-forme en ligne dont la fonction est de développer des systèmes d'informations géospatiales et de déployer des infrastructures de données spatiales. Voir <http://www.geonode.org>

<sup>26</sup> InaSAFE est un logiciel en accès libre qui produit des scénarios réalistes d'impact d'aléas naturels en vue d'améliorer les activités de planification, de préparation et d'intervention. Voir <http://www.inasafe.org>

### Encadré 3: L'Initiative d'évaluation et de financement des risques dans le sud-ouest de l'océan Indien (SWIO RAFI)



Après la finalisation du projet SWIO RAFI, l'Initiative ADRF a cofinancé la publication de cinq profils de risques de catastrophes pour **Madagascar**, les **Comores**, **l'île Maurice**, les **Seychelles** et **Zanzibar**. Les données sur les aléas et les profils de risques figurent également sur l'outil ThinkHazard! de la GFDRR qui permet d'avoir un accès global aux résultats (voir Annexe 1).

Les 18 et 19 janvier 2017, la 7<sup>e</sup> réunion de la plate-forme régionale du Programme ISLANDS pour la protection financière a été organisée par la Commission de l'océan Indien (COI) à l'île Maurice et a rassemblé des délégations des **Comores**, de **Madagascar**, de **l'île Maurice**, des **Seychelles** et de **Zanzibar**. L'ARC et l'équipe de la Banque mondiale ont discuté des similitudes, des différences et des complémentarités entre les différents modèles de risques produits par AIR Worldwide, l'UNISDR et l'ARC. Les faits saillants de l'atelier peuvent être résumés comme suit :

- Les profils de risques SWIO RAFI offrent un **nouveau niveau de données quantitatives détaillées sur les risques** pour chaque État insulaire. Chacune des composantes du projet sur les risques d'aléas, d'exposition et les risques financiers peut être utilisée de différentes façons pour que les agences locales et les parties prenantes du projet comprennent mieux les risques et en facilitent la prévention dans la région des îles du sud-ouest de l'océan Indien.
- Tout en reconnaissant que les modèles de risques constituent une avancée importante dans l'amélioration de la base d'information pour les risques de catastrophes dans la région, la plupart des représentants des États insulaires restaient incertains quant à la manière d'utiliser les informations sur les risques et dans quelles circonstances. Ils ont demandé **une assistance technique supplémentaire pour aider à renforcer les capacités locales** à utiliser et interpréter l'information et soutenir un transfert d'outils vers les pays.
- Alors que l'équipe a souligné l'intérêt d'utiliser conjointement différentes sources d'information sur les risques et de modélisation (l'UNISDR, AIR Worldwide, l'ARC), plusieurs interlocuteurs dans la région ont **exprimé la nécessité de recevoir une meilleure orientation** quant à la « meilleure » approche de modélisation et celle qui devrait être « choisie » (Madagascar), et de savoir si les modèles étaient ou non « encadrés par les lois » et allaient devenir le modèle « national » (Comores). Ces remarques ont renforcé l'opinion de l'équipe ADRF sur le fait **qu'une assistance technique supplémentaire s'impose pour renforcer la compréhension** et la confiance dans la capacité des États à utiliser les diverses sources d'information en vue de prendre des décisions.
- Les représentants du CIO et de la plate-forme ISLANDS ont apprécié les présentations conjointes de l'équipe de la Banque mondiale et de l'ARC, qui leur ont été utiles pour mieux comprendre le mode de fonctionnement des équipes.



## 5. GOUVERNANCE

**Équipe de l'Initiative ADRF :** Une équipe dédiée de la GFDRR à Bruxelles se charge de la gestion de l'Initiative ADRF, en assurant sa coordination au quotidien avec la Commission européenne (principalement par l'intermédiaire de la Délégation de l'UE à la CUA), le Secrétariat ACP et les autres partenaires de mise en œuvre du Programme ACP-UE de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne ainsi que d'autres parties prenantes. L'équipe de la GFDRR à Bruxelles veille également à la visibilité effective du Programme et à la coordination du plan de travail et des activités ADRF, dont l'exécution conjointe est confiée à trois équipes au sein de la Banque mondiale :

- L'équipe Afrique de GRC, qui fait partie du Pôle mondial d'expertise de développement social, urbain et rural et résilience de la Banque mondiale<sup>27</sup>, mène le dialogue sur la gestion des risques de catastrophes avec les pays africains.
- Le laboratoire d'innovations de la GFDRR (Innovation Lab)<sup>28</sup> mène les travaux en vue de créer l'environnement propice au financement des risques et de faciliter des initiatives régionales de partage des risques et des connaissances.
- Le Programme de financement et d'assurance des risques de catastrophe (DRFIP)<sup>29</sup>, un partenariat commun entre le Pôle mondial d'expertise Finances et marchés de la Banque mondiale et la GFDRR, mène le dialogue concernant le financement des risques de catastrophes avec les gouvernements et les autres interlocuteurs.

**Coordination :** Dans un souci d'efficacité et pour éviter les duplications, les activités de l'ADRF sont étroitement coordonnées avec les autres programmes en cours financés par l'UE (par l'intermédiaire des délégations de l'UE), des agences des Nations unies, la Banque mondiale/ GFDRR et d'autres partenaires au développement. Une attention particulière est accordée à la coordination entre les différents résultats de ce Programme lors des réunions semestrielles du Comité de pilotage du programme (CPP)<sup>30</sup>, ainsi que par la coordination active de la GFDRR avec les partenaires de mise en œuvre de R1 (CUA et UNISDR), R2 (Banque mondiale-GFDRR), R3 (BAD) et R4 (UNISDR). Une attention spécifique a été accordée à la coordination des Résultats R4 et R5 pour veiller à la complémentarité des activités visant à améliorer l'accès aux informations sur les risques. La coordination entre la GFDRR/la Banque mondiale,



Tempête de sable dans le parc Amboselli, Kenya  
Crédit photo: Shutterstock

<sup>27</sup> <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTJOBSNEW/0,,contentMDK:23677370~pagePK:8453902~piPK:8453359~theSitePK:8453353,00.html>

<sup>28</sup> Le laboratoire « Innovation Lab » de la GFDRR soutient le recours aux sciences, aux technologies et l'accès libre aux données en prônant de nouvelles idées et l'élaboration d'outils innovants en vue de donner les moyens aux décideurs dans des pays vulnérables de renforcer leur résilience. Voir <http://www.gfdr.org/innovation-lab>

<sup>29</sup> Le DRFIP a été créé en 2010 pour améliorer la résilience financière des États, des entreprises et des ménages contre les catastrophes naturelles. Voir <http://www.worldbank.org/en/programs/disaster-risk-financing-and-insurance-program>

<sup>30</sup> Les organisations suivantes font partie du CPP : la CUA, les CER (CEDEAO, l'IGAD, la CEEAC et la SADC), la BAD, l'UNISDR, la GFDRR et la Banque mondiale, le Secrétariat ACP et avec le statut d'observateur, l'UE, l'État accueillant la réunion, le Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD), EUMETSAT et des représentants du Centre climatique régional de la région où est organisée la réunion.





la CUA et l'UNISDR est entreprise pour assurer le suivi et les rapports d'activité concernant les progrès réalisés pour l'ensemble du Programme.

La coordination entre les différentes activités mises en œuvre par les partenaires a aussi été effectuée lors de la 6<sup>e</sup> session de la Plate-forme régionale africaine organisée par le gouvernement de l'île Maurice du 22 au 25 novembre 2016. Au cours de cette conférence, le Programme d'action pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes en Afrique a été présenté et adopté avec le soutien de l'UNISDR. Ce programme d'action constitue le cadre général pour les actions de réduction des risques de catastrophes en Afrique aux niveaux continental, régional et national. La conférence a également été l'occasion de représenter l'Initiative ADRF, particulièrement lors des séances suivantes :

- Séance plénière sur les investissements dans la réduction des risques de catastrophes pour la résilience, organisée par l'UNISDR
- Un événement parallèle sur le financement des risques de catastrophes, organisé par la Capacité africaine de gestion des risques (l'ARC), qui comprenait également la BAD
- Un événement parallèle organisé pour lancer la stratégie de gestion des risques de catastrophes en Afrique de la Banque mondiale/GFDRR : Sur la voie du développement résilient aux catastrophes en Afrique subsaharienne.<sup>31</sup>

**Comité de pilotage** : Dans le cadre du Programme de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne, l'Initiative ADRF rend compte au CPP qui vise à superviser et à valider la direction stratégique globale et l'orientation politique du Programme. Deux réunions du comité de pilotage ont eu lieu entre le 1<sup>er</sup> juillet 2016 et le 30 juin 2017.

- **La 2<sup>e</sup> réunion du Comité de pilotage**<sup>32</sup> du Programme de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne s'est tenue à Livingstone, en Zambie, le 27 octobre 2016, en marge de la 9<sup>e</sup> réunion du Groupe de travail Afrique<sup>33</sup> concernant la réduction des risques de catastrophes (du 25 au 26 octobre).
- **La 3<sup>e</sup> réunion du Comité de pilotage** s'est tenue à Addis-Abeba, en Éthiopie, le 9 mars 2017, en marge de la 10<sup>e</sup> réunion du Groupe de travail Afrique sur la réduction des risques de catastrophes (du 7 au 8 mars).

<sup>31</sup> La stratégie est accessible en ligne :

<http://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/disaster-resilient-development-sub-saharan-africa.pdf>

<sup>32</sup> La 1<sup>re</sup> réunion du Comité de pilotage s'est tenue à Addis-Abeba le 18 février 2016.

<sup>33</sup> Le Groupe de travail Afrique sur la réduction des risques de catastrophes, établi par une déclaration ministérielle, apporte un soutien technique à la Commission de l'Union africaine, aux Communautés économiques régionales, aux États membres et aux partenaires pour la coordination et la mise en œuvre de la Stratégie régionale africaine sur la prévention des risques de catastrophe.





## Annexe – Communications et supports de visibilité



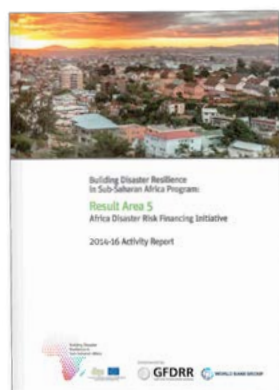
### Infographie – Études sur la pauvreté

Deux études analytiques sur l'impact des catastrophes sur la pauvreté ont été réalisées, à savoir Bien-être, croissance des revenus et situations de crise en Ouganda ([goo.gl/Sz85Le](http://goo.gl/Sz85Le)) et La Vulnérabilité vis-à-vis de la pauvreté en milieu rural au Malawi ([goo.gl/64qqLW](http://goo.gl/64qqLW)) (disponibles en anglais seulement). À partir de ces rapports, l'équipe ADRF a réalisé une série d'affiches et de brochures destinées à en faire ressortir les constats pour les non-spécialistes. Ces documents concernant l'Ouganda et le Malawi ont été présentés en octobre 2016. Le pdf de la brochure pour l'Ouganda est disponible à [goo.gl/V7wuiw](http://goo.gl/V7wuiw). Le pdf de la brochure du Malawi est disponible à [goo.gl/eWwnCm](http://goo.gl/eWwnCm).



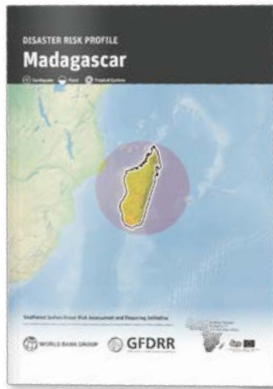
### Rapport d'évaluation des risques approfondie au Malawi

L'équipe ADRF a publié le rapport final de l'activité de modélisation des risques d'inondation entreprise par le consortium RASOR au Malawi. Le rapport peut être consulté au lien suivant : <http://www.preventionweb.net/publications/view/54387>. Un consortium de trois partenaires de l'initiative RASOR a établi les cartes des aléas d'inondations : <http://www.rasor-project.eu>. Par ailleurs, toutes les couches géographiques sont disponibles sur la Plate-forme GeoNode de RASOR à <http://www.rasor.eu/catalog> et la Plate-forme GeoNode de MASDAP à <http://www.masdap.mw>.



### ADRF (Résultat 5) Rapport d'activité 2014-2016

L'équipe de l'Initiative ADRF a publié le rapport d'activité pour la période allant d'août 2014 à juin 2016 en anglais ([goo.gl/3UxzUM](http://goo.gl/3UxzUM)) et en français ([goo.gl/Vt5lT5](http://goo.gl/Vt5lT5)). Ce rapport donne un aperçu des activités accomplies jusqu'à cette date, tout en relevant les priorités et les enjeux à venir.



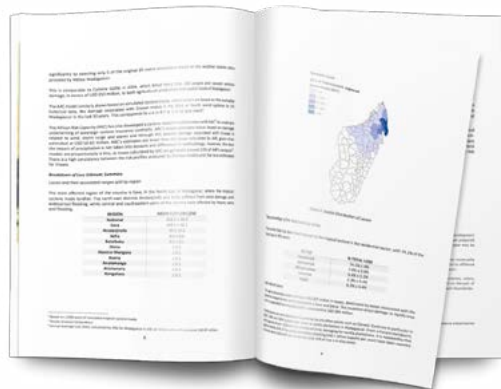
### Cinq profils de risques de catastrophes SWIO RAFI

L'Initiative ADRF a soutenu la publication de cinq profils de risques de catastrophes pour **Madagascar** en anglais ([goo.gl/HHASH7](http://goo.gl/HHASH7)) et en français ([goo.gl/6Z1eNE](http://goo.gl/6Z1eNE)) ; les **Comores** en anglais ([goo.gl/SWUwYJ](http://goo.gl/SWUwYJ)) et en français ([goo.gl/AZZUEj](http://goo.gl/AZZUEj)) ; **l'île Maurice** en anglais ([goo.gl/2DScMr](http://goo.gl/2DScMr)) ; les **Seychelles** en anglais ([goo.gl/8DvPp3](http://goo.gl/8DvPp3)) ; et **Zanzibar** en anglais ([goo.gl/ZNLNms](http://goo.gl/ZNLNms)). Les données sur les aléas et les profils de risques figurent également à l'outil ThinkHazard! (<http://thinkhazard.org>) de la GFDRR qui permet d'avoir un accès global aux résultats.



### Rapport de synthèse sur l'Initiative SWIO RAFI

Un rapport de synthèse a été publié sur l'Initiative SWIO RAFI, cofinancé par l'Initiative ADRF et le Programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles. Ce rapport fait la synthèse des progrès réalisés dans l'avancement des travaux d'analyse visant à mieux comprendre les risques de catastrophes et les solutions de financement des risques pour les Comores, Madagascar, l'île Maurice, les Seychelles et Zanzibar. Les profils de risques ainsi que les principales constatations ont été publiés dans ce rapport qui fournit des données quantitatives détaillées des risques pour chaque État insulaire. Le rapport est disponible au lien suivant : [goo.gl/1VWULA](http://goo.gl/1VWULA).



### Utilisation de modèles de risques pour le calcul des pertes suite au cyclone tropical Enawo à Madagascar

Le 7 mars 2017, le cyclone tropical Enawo de catégorie 4 a touché le nord-est de Madagascar, pour ensuite poursuivre sa trajectoire vers le sud comme dépression tropicale avant de quitter le pays le 10 mars 2017. L'Initiative ADRF a cofinancé la publication d'un rapport mettant l'accent sur le calcul des pertes post-catastrophe liées au cyclone tropical Enawo dont il estimait le montant à plus de 400 millions de dollars, soit près de quatre pourcents du PIB annuel de Madagascar. Le rapport peut être consulté au lien suivant : Estimation of Economic Losses from Tropical Cyclone Enawo ([goo.gl/M4AFh7](http://goo.gl/M4AFh7)).



### Site web du Programme

Un site dédié au Programme de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne, comprenant l'Initiative ADRF, a été lancé en novembre 2016. Ce site présente le programme dans son ensemble ainsi que les partenaires de mise en œuvre et les objectifs spécifiques de chaque résultat. Le site est accessible à l'adresse suivante : <http://www.preventionweb.net/resilient-africa>.



Chute d'Isat Falls sur le Nil Bleu, Ethiopie  
Crédit photo: Shutterstock

## Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR)

La Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR) est un partenariat mondial créé en 2006 pour aider les pays en développement à comprendre, à gérer et, au bout du compte, à réduire les risques découlant d'aléas naturels et du changement climatique. Sous l'égide de la Banque mondiale, la GFDRR reçoit le soutien de 37 pays et de 11 organisations internationales et elle œuvre avec plus de 400 partenaires infra-nationaux, nationaux, régionaux et internationaux. La mission de la GFDRR est de faciliter la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes et de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris en veillant à concevoir les politiques, les plans et les investissements de développement politiques, y compris la reconstruction post-catastrophe, de sorte à minimiser les risques de catastrophes et à renforcer la résilience des populations et des économies au changement climatique. La GFDRR accorde des financements au moyen de subventions, de l'assistance technique, des formations et des activités de partage des connaissances, afin d'intégrer dans les politiques et les stratégies la gestion des risques de catastrophes et climatiques. Pour plus d'informations, veuillez visiter : <http://www.gfdr.org/>. Le laboratoire « Innovation Lab » de la GFDRR soutient le recours aux sciences, aux technologies et à l'accès libre aux données en prônant de nouvelles idées et l'élaboration d'outils inédits en vue de donner les moyens aux décideurs dans des pays vulnérables de renforcer leur résilience. Voir <http://www.gfdr.org/innovation-lab>.

## L'équipe de gestion des risques de catastrophes en Afrique (AFR DRM) de la Banque mondiale

Le Programme AFR DRM de la Banque mondiale apporte son soutien aux pays et aux communautés d'Afrique subsaharienne pour renforcer leur résilience climatique et face aux catastrophes pour un développement durable. Il dispose d'un portefeuille de 5,4 milliards de dollars, soit environ 10 % du portefeuille de la Banque mondiale pour l'Afrique. Cela comprend un portefeuille d'investissement de GRC de plus d'un milliard de dollars et de 71 millions de dollars de subventions pour assistance technique dans 29 pays. Grâce à ses opérations d'investissement et d'assistance technique, l'équipe AFR DRM établit des synergies efficaces avec d'autres initiatives telles que les différents résultats du Programme ACP-UE de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne et d'autres initiatives ACP-UE.

## Le Programme de Financement et d'assurances des risques de catastrophes

Le Programme de Financement et d'assurances des risques de catastrophes (DRFIP) est un partenariat commun entre le Pôle mondial d'expertise Finances et marchés de la Banque mondiale et la GFDRR. Ce Programme a été créé en 2010 afin de faciliter la résilience financière des gouvernements, entreprises et ménages face aux catastrophes naturelles. Voir <http://www.worldbank.org/en/programs/disaster-risk-financing-and-insurance-program>.



**GFDRR**  
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery

**Banque mondiale - Bureau de Bruxelles**

17, av. Marnix-B 1000 Bruxelles, Belgique

[www.gfdr.org](http://www.gfdr.org)